



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-05-1/2024-05-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 1<sup>er</sup> mai.

**Election des gouverneurs : l'Union sacrée prend la tête de presque toutes les provinces.** Sur les dix-neuf nouveaux dirigeants des provinces, douze sont indépendants, deux sont membres de l'UDPS, deux de l'AB et les trois autres sont de l'ARDEV-A, A24 ainsi que l'ANB. Mais tous, y compris les indépendants, sont membres ou proches de l'Union Sacrée. **Configuration politique du Senat.** En revanche, aux sénatoriales, l'opposition a glané quelques sièges. Ensemble pour la République de Moïse Katumbi a gagné trois sièges sur les 84. Les 81 autres reviennent au pouvoir à travers sa plateforme Union sacrée.

**Des dirigeants du Comité permanent inter-organisations préoccupés par « l'escalade du conflit » en RDC.** « L'escalade du conflit entraîne des niveaux records de violence sexiste, de déplacement et de faim dans l'est de la République démocratique du Congo, menaçant de pousser le pays au bord de la catastrophe si aucune action internationale n'est urgente ». C'est ce qu'ont déclaré, mardi 30 avril à New York (USA), les dirigeants du Comité permanent inter-organisations sur la situation en RDC. Selon les signataires de cette déclaration, des décennies de conflit et l'urgence humanitaire qui en a résulté ont déjà épuisé et traumatisé des millions de civils en RDC. Rien qu'au cours des derniers mois, plus de 700 000 personnes ont été forcées de fuir leurs foyers, ce qui porte le nombre total de personnes déplacées à un niveau record de 7,2 millions. Ils plaident pour qu'une aide suffisante parvienne rapidement et sans entrave aux civils qui en ont besoin. Mais le Plan d'intervention humanitaire de cette année est terriblement sous-financé, avec seulement 16 % des 2,6 milliards de dollars nécessaires ayant été reçus. **Violences sexuelles.** « La violence basée sur le genre a atteint des niveaux sans précédent, avec une augmentation des cas enregistrés entre 2022 et 2023. La stigmatisation et la peur des représailles empêchent de nombreuses victimes de se manifester », notent les dirigeants Inter-organisations. Outre les violences sexuelles, les enfants sont également exposés à d'autres menaces, notamment l'enlèvement, le meurtre, la mutilation et le recrutement par des groupes armés. Plus de 25 millions de personnes continuent d'être confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire de crise ou d'urgence en RDC, un pays confronté à l'une des plus grandes crises alimentaires au monde. Pour mettre fin à l'escalade de la crise humanitaire en RDC, suggèrent les signataires, il faut s'attaquer à ses causes profondes : les conflits, l'exploitation des ressources naturelles, les flux financiers illicites, l'inégalité entre les sexes et les déficits de développement. Cette déclaration est signée par vingt représentants des fonds et agences de l'ONU ainsi que d'autres organisations internationales.

**Dossier judiciaire contre le Cardinal Ambongo : la Cenco appelle au calme.** La Conférence épiscopale nationale du Congo dit suivre de près la situation concernant l'ouverture d'un dossier judiciaire contre le Cardinal Fridolin Ambongo Besungu, Archevêque de Kinshasa, telle que demandé par le PG près la Cour de cassation. Dans

un communiqué publié le 30 mars, l'épiscopat appelle les uns et les autres au calme face à ce dossier. « Le dossier est traité de manière responsable avec les autorités compétentes, dans le respect des textes légaux du Pays, y compris l'Accord-cadre entre la RDC et le Saint-Siège, lequel garantit un régime de collaboration loyale et sincère, entre l'Eglise catholique et l'État, au service du Peuple congolais », peut-on lire dans ce communiqué. Lundi 29 avril, la chancellerie de l'archidiocèse de Kinshasa avait confirmé avoir reçu une lettre du procureur général près la cour de cassation, invitant le cardinal Ambongo à se présenter à son bureau. Cependant, cette invitation est parvenue pendant l'absence de l'archevêque de Kinshasa de la capitale congolaise, qui se trouvait à l'étranger du 23 au 26 avril pour assister à une conférence internationale. « Il ne s'agit donc pas d'un refus à répondre à l'invitation en question ni d'un manque de considération à l'égard de la Justice », martèle la Cenco. **(Actualité CD)**

**A Paris, Felix Tshisekedi rassure les investisseurs Français sur le climat des affaires en RDC.** C'était lors de la table ronde d'affaires coorganisée par le MEDEF, patronat français et la Fédération des entreprises du Congo (FEC) dans l'enceinte du ministère français de l'économie. Pour le président de la commission nationale PME au sein de la FEC, les investisseurs français ont exprimé leur volonté de revenir ou renforcer leurs positions en RDC dans les secteurs de l'énergie, l'agriculture, les infrastructures et la construction des villes nouvelles. Cette table ronde d'affaires s'est clôturée avec la signature de deux contrats. Il s'agit d'un contrat pour la valorisation des minerais avec la GECAMINES et un autre avec MetroKin pour la construction d'un réseau de train urbain à Kinshasa. Le président Tshisekedi a également confirmé l'implication de la France dans le projet Grand Inga.

**Ituri : 30 déplacés décédés en 2 mois au site de Nyamusasi de Tchomia.** La situation humanitaire de déplacés se dégrade au site de Nyamusasi, qui héberge plus de vingt mille personnes depuis la suspension de l'aide alimentaire. A cela s'ajoute le manque de médicaments au centre médical installé sur le site pour la prise en charge de ces sinistrés. Les patients qui sont transférés à l'hôpital général de Tchomia disent n'avoir pas de moyens pour payer les soins à 95 000 francs congolais (35 USD). Cette situation est exacerbée par la difficulté d'accès aux champs dans les localités proches des escarpements de Mont Bleu, qui sont occupées par des miliciens de la Codeco.

**Les auditeurs regrettent la fermeture de Radio Okapi Bukavu.** Radio Okapi Bukavu a mis fin le 30 avril aux programmes locaux, notamment le décrochage local, dans le cadre du désengagement de la Monusco dans la province du Sud-Kivu. Ses auditeurs ont manifesté leur regret. Toutefois, Radio Okapi apaise les auditeurs du Sud-Kivu, car l'antenne nationale continuera à émettre: "Le studio ferme mais Radio Okapi ne ferme pas. Et elle ne fermera pas aujourd'hui ni demain. J'aimerais dire à nos auditeurs qu'ils peuvent compter sur nous et que depuis Kinshasa nous allons être tout à fait conscients qu'il faut continuer à ne pas éteindre la flamme de Radio Okapi".

#### **Jeudi 2 mai.**

**Inondations dans le Tanganyika : 28 000 ménages des déplacés recensés (Officiel).** Le ministre provincial précise que des sites pour les accueillir à Kalemie sont déjà identifiés. Pour le moment, ceux qui ont abandonné leurs domiciles à cause de l'avancée des eaux du lac Tanganyika se débrouillent, comme ils le peuvent. Certains trouvent d'autres maisons d'habitation, d'autres vivent dans des familles d'accueils et d'autres encore dorment dans des églises. En plus de 141 000 personnes déplacées dans la province du Tanganyika, il y a des milliers des maisons d'habitation, des centaines des salles de classe et des centres de santé qui sont soit inondés, soit écroulés à Kalemie et dans les six territoires du Tanganyika, rapporte le ministre provincial des affaires humanitaires. **35 000 enfants de Kalemie privés d'école à cause des inondations.** Les classes se sont écroulées et d'autres sont inondées. Cette catastrophe touche plusieurs écoles, déclare le responsable de l'éducation dans la province du Tanganyika : « Nous avons répertorié environ 85 écoles où l'année scolaire est perturbée et dont 35 000 enfants sont affectés. Et cela nous préoccupe énormément. » Il a donné l'ordre aux directeurs des écoles sinistrées de trouver des structures d'accueil pour ces élèves, afin qu'ils achèvent le programme scolaire. **(RFI)**

**Kindu : la société civile de Lubutu dénonce la présence de militaires sur des sites miniers.** "Certains sites miniers commencent à être occupés par les militaires. Les citoyens pacifiques subissent de nombreuses tracasseries, fouettés et torturés. Nous dénonçons et condamnons fermement cette situation et exhortons nos autorités politico-administratives à trouver une solution avant que la situation ne s'aggrave ».

**Nord-Kivu : à l'occasion de la journée mondiale du Travail, le REDHO plaide pour la mécanisation des fonctionnaires.** Moins de 45% des agents publics de cette région bénéficient d'une prise en charge par l'État, comme l'a révélé le suivi effectué au sein de divers services de l'Etat. De plus, certains agents recrutés localement ne sont pas officiellement reconnus par le ministère de la Fonction publique. « Nous appelons toutes les autorités impliquées dans le processus de mécanisation des agents à accorder une attention particulière au Grand Nord-Kivu, car c'est une zone qui souffre. Le salaire est un droit fondamental pour tout travailleur ».

**Djugu : 35 écoles ne fonctionnent pas à Banyali Kilo depuis 4 ans (notables).** Parmi ces établissements scolaires, 19 ont été incendiés par des assaillants, 12 autres ont été détruits par des belligérants notamment dans les localités de Mami, Maliakizungu, Anyolo kilu, Kaba, Wazabo et Itende. Des milliers d'enfants n'étudient plus depuis 4 ans et se livrent à la délinquance ou encore ont intégré des groupes armés dans plusieurs entités du secteur de Banyali Kilo.

**Rubaya Conquise par le M23: Crise Humanitaire et Enjeux Miniers en RDC.** Le groupe rebelle M23, après plusieurs jours de combats contre les Fardc et leurs alliés miliciens, a pris le contrôle de la ville de Rubaya et continue sa progression vers d'autres localités. Cette escalade intervient malgré les récents affrontements dans les collines environnantes, dont le bilan humain reste indéterminé. Mercredi, le M23 a invité les habitants à reprendre leurs activités normales, signalant une certaine stabilité temporaire dans la zone qu'ils contrôlent. Cependant, beaucoup de civils, craignant pour leur sécurité, ont déjà commencé à fuir vers des zones plus sûres, notamment vers Katoyi. Les préoccupations humanitaires augmentent alors que les rebelles contrôlent les principales voies de circulation, ce qui complique l'approvisionnement des personnes déplacées. Rubaya est stratégiquement importante non seulement pour sa position géographique, mais aussi pour ses ressources minières riches en coltan, cobalt, étain, tantale et tungstène. Malgré les restrictions officielles sur l'exportation de ces minerais, l'exploitation et le commerce illégal continuent souvent en direction du Rwanda voisin. Ces développements posent un sérieux défi à la stabilité régionale et à la gouvernance des ressources naturelles de la RDC. **(Interview CD)**

Guerre dans l'Est : l'ASBL CADA doute de la sincérité de la France envers la RDC e coordonnateur de l'Asbl Congo action pour une diplomatie agissante (CADA) a douté, mardi 30 avril dernier, de la sincérité de la France envers la RDC, dans la résolution de la crise due à la guerre du M23. « Le président Félix Tshisekedi, pourrait-il réussir à pousser son homologue français à faire sanctionner le Rwanda à l'ONU ? Difficile à dire quand l'on sait que Paris, qui perd de plus en plus du terrain en Afrique subsaharienne, utilise Kigali pour protéger ses intérêts ailleurs comme au Mozambique ». Selon lui, la RDC ne se cache pas de dénoncer l'indifférence de la communauté internationale face à l'agression rwandaise dans l'Est de la RDC. Cette guerre, a-t-il soutenu, génère plusieurs conséquences néfastes pour le pays et ses populations dont les déplacements massifs et la déscolarisation des enfants. L'Asbl CADA intervient quelques jours après que le Président Emmanuel Macron avait appelé le Rwanda à cesser son soutien au M23 et retirer ses forces de la RDC. Selon lui, la seule force armée qui doit opérer en RDC, c'est l'armée congolaise. Il avait même rappelé que la France est attachée aux processus diplomatiques régionaux pour restaurer la paix en RDC.

**Vendredi 3 mai.**

**Une enquête ouverte après la distribution de véhicules à des députés du parti présidentiel.** La société civile dénonce la distribution de véhicule à des députés provinciaux de Kinshasa. Il s'agit de jeeps distribuées par le parti du président Félix Tshisekedi à des élus membres de son parti, la veille des élections de sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs. Une distribution qualifiée de corruption par la société civile. Les services de sécurité ont ouvert une enquête. L'agence nationale des renseignements de RDC a saisi une dizaine de jeeps et arrêté plusieurs agents de sécurité, dont un policier. Il assurait la garde de plusieurs véhicules entreposés dans un immeuble de la Gombe à une centaine de mètres du QG de la police judiciaire. Au moment de la saisie l'agence n'était pas informée que ces véhicules provenaient du parti présidentiel. Ce n'est que mardi que le chef du parti présidentiel, Augustin Kabuya s'en est expliqué. Pour lui, il s'agit d'une prime d'encouragement pour « susciter la motivation des élus, un don par souci de confort, certains élus se déplaçant en taxis ou en motos ». L'ACAJ, une organisation de la société civile a jugé inadmissible que le secrétaire général de l'UDPS puisse justifier ce qu'elle qualifie « de corruption des députés provinciaux de Kinshasa la veille d'une élection ». L'ACAJ rappelle que le chef de l'État a lui-même dénoncé le dysfonctionnement de la justice et l'a chargé de traquer les pratiques de corruption. **(RFI)**

**Beni : la fondation Bridgeway sensibilise pour encourager la reddition des ADF.** Le chef de mission de la fondation américaine Bridgeway en RDC, explique que l'objectif de " cette campagne vise à réduire autant que possible les rangs des rebelles des ADF. La plupart des individus dans ce groupe ont été soit kidnappés, soit trompés pour les rejoindre. En libérant autant de combattants que possible, ainsi que leurs dépendants, nous pouvons atténuer la menace que représente ce groupe." Cette démarche vise aussi à intégrer ces personnes au processus du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC), favorisant ainsi leur contribution aux efforts de paix. Pour garantir le succès de cette campagne intitulée "Rentrez à la maison", d'anciens membres des ADF sont mobilisés. Sur le terrain, ces ex-rebelles distribuent des dépliants contenant des messages de paix et diffusent des appels à haute voix dans les rues de Beni, invitant les rebelles à quitter leurs positions en brousse pour s'engager dans les efforts de paix soutenus par le gouvernement.

**Goma : des bombes attribuées aux rebelles du M23 tuent 8 civils sur le site de Lushagala.** Les projectiles ont explosé sur le site de Lushagala, situé dans un camp de personnes déplacées dans le quartier Mugunga, dans l'ouest de la ville de Goma (Nord-Kivu). Cet incident a suscité la colère des déplacés qui ont passé plusieurs mois dans ce site, depuis leur arrivée en provenance de l'axe Sake-Shasha-Minova, et qui survivent sans assistance. La route Goma-Sake a immédiatement été barricadée par des déplacés en colère. Quelques éléments des forces de l'ordre sont intervenus avec des tirs de sommation pour tenter de dégager la route. La tension est restée vive toute la matinée dans la zone. Par ailleurs, depuis tôt ce vendredi, un échange de tirs d'artillerie oppose l'armée congolaise aux rebelles M23 positionnés sur des collines surplombant la localité de Sake.

**Plus de 100 personnes tuées uniquement à la première quinzaine d'avril en Ituri.** « Les zones de santé de Drodro, Fataki, Mongwalu (territoire de Djugu), Komanda et Boga (territoire Irumu), Lolwa et Mandima (territoire de Mambasa) ont été les plus affectées au cours de la première quinzaine d'avril. Selon des sources locales et humanitaires, au moins 101 civils ont été tués début avril, dont 33 la nuit du 6 au 7 avril à Galayi et Andisa, en territoire de Djugu », indique OCHA. Ces violences surtout à caractère communautaire mettent en péril la protection des civils et provoquent de nombreux problèmes humanitaires. Selon OCHA, depuis deux ans, l'Ituri abrite près de 1,8 million de personnes déplacées à la suite des violences armées et tensions intercommunautaires. Des efforts fournis par les autorités en vue de pacifier l'Ituri peinent à produire les résultats. Même l'état de siège instauré depuis plus de deux ans n'a pas permis d'éradiquer les groupes armés, mais ces derniers ont intensifié par contre leur activités tout en élargissant leurs rayons. Il y a également eu naissance d'autres groupes armés. (Actualité CD)

**Kinshasa : création de la plateforme politique extraparlamentaire dénommée ADEP,** Alliance des défenseurs extraparlamentaires du peuple. Cette structure réunit des anciens candidats des formations politiques membres de l'Union sacrée pour la nation. Bien que non élus, ces derniers veulent continuer à travailler pour le pays en servant de pont entre la population et les institutions politiques et veulent accompagner le changement et contribuer à l'avènement d'un Congo uni, démocratique et prospère.

**Liberté de la presse : RSF classe la RDC 123e sur 180 pays.** En marge de la journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année Reporter sans frontière a également noté le pluralisme des médias en RDC. Il a déploré que le secteur des médias soit fortement affecté par le conflit entre les FARDC et les rebelles du M23 dans le Nord-Kivu. Dans cette province, souligne le rapport de RSF, les journalistes sont victimes des menaces, des agressions, des arrestations ou encore des exécutions. Plusieurs médias du Nord-Kivu sont suspendus, pillés ou saccagés et d'autres sont sommés, par les rebelles du M23, de réajuster leur ligne éditoriale. RSF a regretté que les forces de sécurité impliquées dans des exactions bénéficient d'une impunité totale, mettant ainsi à rude épreuve la sécurité des journalistes en RDC. Le rapport 2024 de RSF dénonce la forte présence des personnalités politiques dans le paysage médiatique congolais, faisant ainsi des médias des instruments d'influence et de pouvoir. Selon ce document, la chaîne de télévision publique, RTNC, continue d'être un média d'état qui manque d'indépendance. Le rapport de RSF alerte enfin sur la précarité dans laquelle vivent les journalistes.

**Samedi 4 mai.**

**Le Gouvernement qualifie d'un nouveau crime de guerre le bombardement du site de déplacés à Goma.** « Des crimes que le gouvernement continue à documenter ». La Première ministre se dit indignée et qualifie cette attaque de lâche et de barbare. Elle affirme qu'en tant que nation, la RDC ne cédera pas à la terreur et a rappelé que sa détermination demeure intacte et inébranlable pour un Congo uni, pacifié, et prospère. **La Monusco condamne le bombardement meurtrier de sites de déplacés.** La cheffe de la Monusco a regretté que ces attaques à la bombe aient coûté la vie à plusieurs civils dont 6 enfants ainsi que de nombreux blessés. Elle a également dénoncé cette escalade de violence aveugle contre les civils dans le Nord-Kivu et rappelle à toutes les parties au conflit leurs obligations, en vertu du droit humanitaire international, de protéger et préserver la vie des populations civiles en toutes circonstances. Bintou Keita a encouragé les autorités congolaises à prendre les mesures nécessaires pour traduire en justice les auteurs de ces actes odieux, qualifiés d'une violation flagrante des droits de l'homme et du droit international humanitaire et même de crime de guerre. **Bombardements des sites des déplacés : le gouverneur du Nord-Kivu dresse un bilan provisoire de 14 morts et 35 blessés,** qualifiant cette attaque de crime de guerre. Il a appelé la population locale à la résilience et la résistance face à ces actes de terrorisme ainsi que la guerre d'agression.

**L'enquête judiciaire qui vise le cardinal Fridolin Ambongo suivie de près au Vatican.** Le bras de fer du cardinal Fridolin Ambongo avec la justice congolaise est suivi de près au Vatican. L'archevêque de Kinshasa est en effet un des hommes-clés du pape François sur le continent africain. Depuis 2020, il fait partie du « C9 », ce conseil de cardinaux venus des cinq continents qui sont les plus proches conseillers du souverain pontife. **Accrocs.** Début

avril, un émissaire congolais a été reçu au Vatican, mais rien n'a filtré des entretiens. Les tensions entre le cardinal et le pouvoir à Kinshasa sont prises très au sérieux à Rome, alors que l'accord-cadre établissant les relations entre la RDC et le Saint-Siège, signé au Vatican en 2016, n'est entré que pleinement en vigueur il y a deux ans, après une visite à Kinshasa du cardinal Parolin, le secrétaire d'État du Saint-Siège. Celui-ci se félicitait alors « d'une collaboration plus fructueuse de l'Église congolaise avec les autorités civiles ». Une collaboration qui connaît des accrocs avec cette affaire Ambongo, même si à Rome personne ne parle pour l'heure d'une remise en question de cet accord. **Pas nouveau.** Les tensions entre l'archevêque métropolitain de Kinshasa et le pouvoir ne sont pas une chose nouvelle. Dans les années soixante-dix, le cardinal Joseph-Albert Malula critiqua sévèrement les dérives autocratiques du général Mobutu tandis que le cardinal Laurent Monsengwo, en 2011, n'hésita pas à qualifier les résultats de la victoire de Joseph Kabila à la présidentielle de « non conformes, ni à la vérité, ni à la justice ». (RFI)

**Haut-Katanga : MMG Kinsevere soutient Alfa Congo pour conclure la 7e édition du programme d'alphabétisation des adultes.** Dans le village de Kilongo, du territoire de Kipushi, province du Haut-Katanga, 88 femmes ont été formées sur une période de 10 mois. Cette formation fait partie d'un programme d'alphabétisation des adultes financé par MMG Kinsevere, qui renouvelle chaque année son engagement dans le cadre de sa responsabilité sociétale. La cérémonie de remise des certificats a eu lieu le mardi 30 avril 2024, à l'école primaire de Kinsevere. Michel Santos, responsable de l'équipe de développement social de MMG Kinsevere, a précisé que l'objectif du programme est d'améliorer la vie des communautés en élargissant leurs capacités. Cela contribue à la réduction de la pauvreté, augmente la participation au marché du travail et a donc un impact positif sur la santé et le développement durable. De plus, il a noté lors de la cérémonie qu'au cours des sept dernières années, au moins 630 hommes et femmes ont déjà été formés. Le programme d'alphabétisation, financé par MMG Kinsevere, leur a permis d'acquérir des compétences en lecture et écriture. Les apprenants adultes, qui étaient majoritairement des femmes, ont exprimé leur gratitude à MMG Kinsevere pour avoir investi dans le bien-être des communautés locales autour de sa mine. Cette formation leur a permis de devenir plus indépendants. Une des bénéficiaires a exprimé sa gratitude à MMG Kinsevere pour avoir financé le projet pendant dix mois, sans qu'aucun apprenant ne paie un centime. (Actualité CD)

**A New York, le Congolais Olivier Ndoole reçoit le prix Global Citizen 2024.** Cet activiste a été primé dans la catégorie climat, reforestation et nature. Les premiers mots d'Olivier Ndoole a été pour les activistes emprisonnés ou encore tués pour la défense de l'environnement. Pour lui, cette reconnaissance mondiale est une confirmation « qu'en RDC, nous avons les ressources au niveau de l'environnement pour aider le monde mais aussi en termes de mobilisation au niveau communautaire qui sont entrain d'être mis en marche pour conserver ce qui existe et pour booster encore des réformes et des réflexions des idées ». Le Prix Global Citizen met en lumière les individus et les organisations qui œuvrent pour un changement positif face aux défis mondiaux. Depuis une quinzaine d'années, Me Ndoole, activiste foncier de renom, s'est engagé dans la lutte pour la protection de l'environnement et les droits fonciers. Son dévouement et son travail acharné lui ont valu cette prestigieuse récompense.

**Alerte sur la sécurité des journalistes, entre répression et menace constante dans l'est du pays.** En RDC, les chiffres alarmants sur la sécurité des journalistes ont été mis en lumière lors de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Jonathan Maghoma, membre du Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI), a dénoncé l'étouffement des journalistes dans l'est de la RDC, où plus de 80 d'entre eux ont été contraints de quitter leurs zones en raison des conflits armés et de l'insécurité. Beaucoup ont fui vers Goma, où certains travaillent sans être payés. Maghoma a indiqué que 6 journalistes de Moba, dans la province du Tanganyika, vivent sous la menace des autorités locales pour avoir animé une émission sur l'insécurité en février 2024. PPI a également noté que des journalistes ont été interdits d'assister au dépouillement des élections sénatoriales au Sud-Kivu. En 2023, PPI a documenté 84 atteintes à la liberté de la presse, dont 62 % dans l'est de la RDC. De janvier à avril 2024, 22 cas d'atteintes ont été enregistrés dans la même région. Trois journalistes du Sud-Kivu font actuellement face à la justice, accusés d'avoir fait leur travail pendant les élections. Il a salué le soutien d'Internews pour les formations destinées aux journalistes, en soulignant que les agents de l'État sont responsables de plus de 70 % des attaques contre les journalistes, selon PPI. L'organisation plaide pour l'encadrement des journalistes déplacés et leur formation en matière de sécurité physique et numérique. Dans sa déclaration en marge de cette journée, Journaliste en danger (JED) a également exprimé ses préoccupations, déplorant la multiplication des actes de criminalisation des journalistes et la remise en cause de la liberté d'expression depuis le début du nouveau mandat de Tshisekedi, ce qui traduit, selon JED, une volonté politique de restreindre la liberté d'expression pour les médias libres et indépendants. (Actualité CD)

**Dimanche 5 mai.**

**Combats FARDC-M23 : nouvelles vagues des déplacés signalées à Masisi.** Des sources concordantes locales affirment que les rebelles du M23 occupent depuis le 4 mai dans la matinée la localité de Bitonga. Cette occupation

expose la cité de Minova, à la limite entre le Nord-Kivu et Sud-Kivu, à l'avancée des rebelles, s'inquiètent les acteurs locaux. Les habitants se déplacent par centaines des ménages ; les uns par des motos taxis avec des matelas et effets managers, d'autres à pied. Une unité du contingent burundais, qui était basée à Bitonga, s'est retirée depuis vendredi pour se replier à Minova, affirment les mêmes sources.

**Apple et les minerais de sang !** Si le bras de fer judiciaire entre la RDC et la société Apple n'a pas encore été lancée, la multinationale américaine a tout de même reçu un ultimatum de 3 semaines pour répondre à une requête des cabinets internationaux d'avocats Amsterdam & Partners LLP (Washington DC/London) et Bourdon & Associé (Paris), mandatés par le gouvernement congolais au sujet des minerais utilisés pour la fabrication de ses appareils. Dans un rapport intitulé « Minerais de sang - Le blanchiment des 3T de la RDC par le Rwanda et des entités privées », ces cabinets dénoncent l'exploitation illégale des minerais en RDC, notamment à l'Est. Ce document révèle de graves violations des droits humains dans les régions minières de la RDC et souligne la complicité silencieuse de la communauté internationale face aux massacres dans l'est du Congo. Des réponses claires sur l'utilisation des minerais tels que l'étain, le tantale et tungstène sont attendues dans 21. Cette mise en demeure questionne également la véracité des affirmations de l'entreprise sur la vérification de l'origine de ces minerais, souvent achetés via le Rwanda qui ne produit quasiment pas de ces ressources. Cette action révèle les incohérences dans la chaîne d'approvisionnement des minerais 3T, cruciaux pour l'industrie de l'électronique, de l'automobile, de l'aviation et des énergies renouvelables, et souvent entachés par des pratiques de blanchiment d'argent via la contrebande. Ces pratiques financent des groupes armés, aggravant les crises humanitaires et environnementales en RDC. Ceci n'est pourtant pas une première révélation de ce genre qui met en cause l'utilisation des ressources minières de manière illégale. Global Witness l'a fait en 2015, Amnesty international en 2019, Green peace en 2017, une enquête du Guardian a été publiée en 2018, un rapport de Fairphone en 2021, et bien d'autres. (**Actualité CD**)

**Affrontements M23-Fardc : la situation reste tendue à Minova.** D'après des sources dans la région, ces détonations d'armes lourdes se font entendre entre les collines de Bitonga, Kalambairo, Buyaga. L'armée serait en train de bombarder les positions des rebelles depuis la colline de Katala en direction de Shasha, Kirotshe jusque vers Ngungu. Les acteurs locaux affirment que depuis une semaine au moins, une dizaine de bombes sont tombées à différents endroits faisant des victimes et des dégâts matériels. Les activités socio-économiques tournent timidement ce dimanche dans la cité, plusieurs habitants craignent de se rendre à l'église à cause des détonations. Ils redoutent d'être victimes d'éventuelles explosions. Plusieurs ménages venus de Masisi qui se sont réfugiés à Minova manquent de logement et sont contraints de poursuivre le trajet vers des entités plus sûres dans la province voisine du Sud-Kivu.

**La Sokimo relance sa production d'or en Ituri après plusieurs années de léthargie.** Cette relance s'est faite grâce à l'acquisition par la Sokimo des nouveaux équipements et engins. Il s'agit de nouveaux outils de l'usine moderne de traitement de l'or ainsi que du laboratoire chimique. Certains bâtiments qui étaient déjà vétustes ont été également réhabilités par les fonds propres de l'entreprise. L'équipe syndicale de la Sokimo en Ituri se réjouit de cette relance de la production aurifère qui va sûrement créer de l'emploi pour les jeunes de cette province secouée par la guerre.

**Ruée des déplacés vers Lubero : de nombreux cas de malnutrition enregistrés.** Lieu de refuge de certains déplacés venus des territoires de Rutshuru et Walikale, fuyant les combats opposant l'armée congolaise aux rebelles du M23 soutenus par le Rwanda, le territoire de Lubero fait face, lui aussi, à une insécurité provoquée par des groupes armés locaux. Ces derniers font payer aux habitants une taxe allant de 1000 à 2 7000 francs congolais, selon l'étendue du champ à exploiter, dénonce la société civile de Lubero. Avec les charges supplémentaires causées par l'arrivée des déplacés, des ménages, dont les membres n'accèdent plus dans des zones de production du fait de l'insécurité entretenue par des groupes armés, éprouvent des difficultés à s'alimenter. En outre, l'occupation de Vitshumbi par les M23 empêche les pêcheurs d'accéder au lac Edouard. « Il n'y a aucune prise en charge qui est organisée. On enregistre des cas de morts dans les rangs des déplacés. Cette situation, selon la société civile, pousse certaines filles à se tourner vers la prostitution et des jeunes garçons à devenir des porteurs de charges, parfois très lourdes, afin de trouver le strict minimum et pouvoir se nourrir et aider leurs familles.

**Lundi 6 mai.**

**RDC: des affrontements entre le M23 et l'armée congolaise dans l'est du pays.** En RDC, la violence ne retombe pas dans le Nord-Kivu. Après une série de bombardements qui a touché des déplacés à Goma, les combats se sont poursuivis entre les forces gouvernementales congolaises et le M23 soutenu pour le Rwanda. Des affrontements signalés ce week-end dans le territoire de Masisi qui de nouveau provoqué des mouvements de populations. Des affrontements ont été signalés ce week-end end dans le sud du territoire de Masisi, près de la localité de Bitonga. La situation dans l'est de la RDC est dénoncée par la Communauté d'Afrique Australe, la SADC, dont la force est en

cours de déploiement dans le Nord-Kivu. Dans un communiqué ce dimanche 5 mai, l'organisation régionale a d'une part condamnée les bombardements sur les camps de déplacés, mais a aussi déclaré qu'elle allait mener des opérations avec l'armée congolaise pour « neutraliser les rebelles du M23, maintenir la paix en créant un environnement sécurisé et ouvrir les routes d'approvisionnement ». **Troupes renforcées.** Cette annonce intervient alors que selon les informations du ministre congolais de la Défense, le M23 et les troupes rwandaises seraient en train de se renforcer. En effet, Jean-Pierre Bemba, lors du Conseil des ministres de vendredi dernier, a informé le gouvernement que de nouveaux effectifs et de nouveaux armements en provenance du Rwanda seraient en cours d'acheminement, notamment par le parc national des Virunga. Conséquence de ses combats, les populations des localités touchées continuent de fuir en partie vers les camps de déplacés de Goma où s'entassent déjà près d'un million de personnes. (RFI)

**Bandundu : plus de 200 accouchements précoces recensés au premier trimestre 2024.** Le gouvernement provincial du Kivu a sensibilisé des jeunes et adolescents de ce coin contre les exploitations, abus sexuels ainsi que les grossesses précoces. Cette activité de sensibilisation rentre dans le cadre du projet Perse, consistant à expliquer aux jeunes les méfaits de tous ces fléaux ainsi que des violences basées sur le genre. « Cette activité a été organisée pour informer les jeunes à ne pas se livrer à des comportements qui peuvent les pousser à des grossesses précoces ».

**Masisi : les Fardc et les Wazalendo délogent le M23 de Bitonga.** Selon des sources locales, ces rebelles se seraient retirés vers d'autres collines, surplombant la cité de Minova, territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Par ailleurs, la situation humanitaire reste préoccupante dans cette région ayant connu l'afflux de déplacés en provenance de plusieurs localités de Masisi alors que Minova n'a pas été épargné par la menace des affrontements. Entre-temps, une accalmie relative est observée, ce même lundi, sur la ligne de front de Minova (Sud-Kivu) et Bweremana (Nord-Kivu), après des combats à l'arme lourde entre M23 et Fardc et les groupes armes locaux.

**Félix Tshisekedi regagne le pays après une semaine de tournée européenne,** qui l'a amené en Allemagne, en France et en Belgique. Interrogé mercredi dernier par la chaîne de télévision française LCI, Félix Tshisekedi a plaidé pour un partenariat gagnant-gagnant entre l'Europe et l'Afrique : « Pour moi, le plus important c'est de réajuster les points de vue, la manière d'aborder la coopération et le partenariat et ne plus nous considérer comme de sous-hommes mais nous regarder comme de vrais partenaires avec qui on peut faire des affaires positives, constructives et non pas toujours comme des dominé en dominant ». A cette occasion, il a salué les relations entre la RDC et la Chine, mais aussi entre la RDC et la Russie. Il a estimé que ces deux pays se comportent mieux que les Occidentaux et n'attendent pas faire de leçons de morale aux Africains. « La Chine et la Russie progressent en Afrique parce qu'elles ne viennent pas avec arrogance, ou cette façon de donner des leçons qui est frustrante. Les Chinois et les Russes se comportent mieux que les Occidentaux », a fait savoir Félix Tshisekedi.

**Une nouvelle Constitution en RDC ? Pour l'opposition, Félix Tshisekedi a franchi le Rubicon.** Le président Félix Tshisekedi ne s'est pas déclaré contre une éventuelle révision de la Constitution près de cinq mois après les élections générales et à quatre ans de la fin du deuxième et dernier mandat du président. Lors de sa tournée européenne qui l'a conduit en Allemagne, en France et en Belgique auprès des décideurs et de la diaspora, le président congolais a annoncé la mise en place d'une commission qui devrait réfléchir sur une nouvelle Constitution. Une annonce qui inquiète l'opposition et la société civile. Interrogé par des membres de la diaspora à Bruxelles sur une éventuelle modification de la Constitution, le président n'a pas fermé la porte et a déclaré vouloir une Constitution « digne de notre pays ». L'opposition craint déjà que le président puisse ramener à zéro le compteur de ses mandats. Le député Christian Mwando, qui dirige le groupe parlementaire de l'opposition à l'Assemblée nationale, y voit « une tentative de troisième mandat et ça on ne peut pas l'accepter et on ne l'acceptera pas. C'est un manque total de leadership. Tshisekedi doit prendre ses responsabilités pour la République et ne pas toujours mettre la faute sur les autres et ne pas mettre la faute sur les textes. Les textes sont clairs, les textes sont bons. Avec une majorité qui est stalinienne, il aurait dû mettre le pays en ordre et il ne l'a pas fait. Il n'a pas à accuser personne ni même la Constitution. » Jean-Claude Katende de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), estime que par cette annonce le président a franchi le Rubicon. « Même au milieu de l'union sacrée, il y en a plusieurs qui n'accepteront pas que le nombre de mandats soit changé, que la durée du mandat et le mode de désignation du président change. Ouvrir cette porte donnerait de la légitimité à toute personne qui recourrait même aux moyens non légitimes pour défendre la Constitution » Depuis son investiture en janvier dernier pour son second mandat, le président Félix Tshisekedi n'a eu de cesse d'imputer à la Constitution le retard dans la mise en place des institutions politiques. Le bureau de l'Assemblée nationale peine à être installé, la Première ministre nommée depuis un mois n'a pas encore dévoilé son gouvernement dont la formation dépend surtout des arbitrages du président. (RFI)

**Exetat 2024 en RDC : Un record de participation avec plus de 950 000 candidats.** La RDC) a enregistré un nombre record de 952 334 finalistes du secondaire pour les épreuves hors session de l'examen d'État 2023-2024, incluant la dissertation, selon les informations fournies par la source officielle. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), a annoncé que ces candidats sont répartis dans 2959 centres d'examen, soit une moyenne de 322 candidats par centre. Il a également souligné que 13 centres sont situés en dehors des frontières nationales, permettant ainsi aux étudiants de la diaspora de participer à cet examen crucial. Parmi les inscrits, 389 841 candidats ont opté pour des filières techniques longues et se préparent à affronter les épreuves techniques traditionnelles. Ces épreuves se dérouleront dans 2729 centres répartis sur l'ensemble du territoire de la RDC. Cet événement est un indicateur clé du progrès de l'éducation en RDC et témoigne de l'engagement du gouvernement à offrir des opportunités éducatives à une jeunesse en quête de savoir et de compétences pour l'avenir. **(Interview CD)**

**Bombardements des sites des déplacés à Goma : la RDC exige des sanctions contre le Rwanda.** « Il est urgent que la communauté internationale prenne des sanctions politiques et économiques conséquentes pour contraindre le Rwanda à abandonner ses aventures terroristes et meurtrières sur le territoire congolais », rappelle le Gouvernement de la RDC. Le Gouvernement congolais réagit ainsi aux bombes présumées larguées par les rebelles du M23, qui ont tué au moins 15 civils et blessé 35 autres vendredi 3 mai, selon un bilan provisoire publié par les autorités provinciales. Les projectiles ont explosé sur le site de Lushagala, situé dans un camp des personnes déplacées dans le quartier Mugunga, dans l'ouest de la ville de Goma. Kinshasa énumère une série d'autres bombardements ayant visé des cibles civiles ces trois derniers mois : le bombardement intervenu le 2 février 2024 à Mugunga, à côté d'une école primaire, le bombardement d'un marché de Mugunga et d'un camp des déplacés à Nzulo le 7 février 2024, l'attaque de l'aéroport international de Goma par des drones rwandais le 17 février 2024, le bombardement ciblant des civils à Sake le 22 février 2024, le bombardement ciblant des civils à Nzulo à l'ouest de Goma le 18 mars 2024.

**Mardi 7 mai.**

**Toujours pas de bureau définitif à l'Assemblée nationale.** Une semaine après le report sine die de l'élection des membres du bureau définitif de l'Assemblée nationale, le calendrier réaménagé n'est toujours pas connu. Le député Didier Kamundu menace d'activer la procédure de destitution du bureau d'âge de cet organe délibérant si le bureau définitif n'est pas installé dans un bref délai. **L'ultimatum à Christophe Mboso.** Le coordonnateur national de la Dynamique pour le vigile du mandat (DYVMA) dénonce le blocage, par le président du bureau d'âge, de l'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale en dépit de la misère dont sont victimes les Congolais. Il accorde 24 heures à Christophe Mboso pour débloquent les institutions ; faute de quoi, il risque la destitution. Entre-temps, la Première ministre Judith Suminwa, nommée le 1er avril dernier, continue d'attendre pour sortir son équipe. Toutes les institutions de la République, à l'exception du Président de la République, sont d'ailleurs devenues obsolètes et exigent la mise en place de nouveaux animateurs.

**Condamnations en chaîne après le bombardement d'un camp de déplacés près de Goma.** En RDC, quatre jours après le bombardement d'un camp de déplacés près de la ville de Goma, qui ont fait plus d'une quinzaine de morts, dont des enfants, les condamnations continuent. États-Unis, Union européenne, Union africaine, SADC et gouvernement congolais ont réagi. Selon Kinshasa, cinq obus ont été tirés à partir des collines de Kiroche - sous contrôle de l'armée rwandaise - sur ce camp de déplacés. Dans un communiqué publié ce lundi 6 mai, le gouvernement congolais condamne le bombardement du camp de déplacés de Mugunga, et appelle à des sanctions contre le Rwanda. Pour Kinshasa, ces bombardements, non seulement, violent le droit international humanitaire, mais traduisent le refus du Rwanda d'obtempérer aux injonctions de la communauté internationale de cessez-le-feu et de retirer ses troupes de la RDC. Et surtout, ajoute le communiqué, ils montrent une volonté de poursuivre la guerre, rejetant ainsi toute initiative de règlement de conflit par la voie pacifique. Aussi, Kinshasa indique se réserver le droit de tirer toutes les conséquences sur le processus de dialogue de Luanda. L'Union européenne (UE) et la SADC ont toutes deux condamné ces bombardements, l'UE dénonçant l'avancée sur le terrain du M23 et ses « alliés ». L'Union africaine (UA) a pour sa part condamné ces attaques sans nommer leurs auteurs. Rappelons que les États-Unis, anciens alliés du Rwanda, ont été les plus virulents, condamnant dès vendredi des bombardements provenant des positions des Forces de défense Rwandaise et du M23. **(RFI)**

**Les violations des droits de l'homme ont baissé de 5% en mars, selon le BCNUDH.** Au cours du mois de mars 2024, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a documenté 360 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC avec 880 victimes. Ce qui représente une diminution de 5% en termes de violations et atteintes et de 18% en termes des victimes, par rapport au mois précédent. Cette diminution, selon le rapport du BCNUDH, est principalement due à une réduction du nombre documenté des victimes d'exécutions sommaires, de mauvais traitements et d'enlèvements par les groupes armés



dans les provinces en conflit, par rapport au mois de février. Contrairement aux périodes précédentes, ce sont les agents de l'Etat qui ont été responsables de la majorité des violations documentées dans l'ensemble du territoire de la RDC, avec 176 violations (49%), soit une augmentation de 42% par rapport au mois précédent ; alors que les groupes armés ont commis 174 atteintes (48%). En mars dernier, le BCNUDH a documenté près de trois cents violations et atteintes dans les provinces affectées par le conflit armé, commises principalement par les groupes armés. En outre, près de cent quarante violations graves affectant des enfants dans le cadre des conflits armés en RDC ont été répertoriés, ce qui représente une augmentation de 35% par rapport au mois de février 2024. En mars 2024, 35 personnes sont décédées en détention ; soit six décès de moins que le mois précédent.

**Nord-Kivu: des civils pris entre deux feux, les évêques condamnent le positionnement stratégique des belligérants autour d'un camp de déplacés.** La position stratégique des combattants du M23, soutenus par l'armée rwandaise, et des forces loyalistes des Fardc de part et d'autre d'un camp de déplacés à Goma, en RDC, soulève des inquiétudes sur la sécurité des civils pris entre deux feux. La Conférence Episcopale Nationale du Congo (Cenco) a exprimé son indignation et sa profonde émotion face à cette tragédie. Les évêques ont appelé l'Union Africaine et les Nations Unies à mener une enquête indépendante pour établir les responsabilités et ont exigé l'arrêt immédiat des hostilités. Ils dénoncent une "barbarie qui constitue un déni de l'humanité" et rappellent le caractère sacré de la vie humaine. Sur le plan international, la Belgique, la France, et les États-Unis ont condamné fermement l'attaque et ont appelé le Rwanda à retirer ses troupes et à cesser son soutien au M23. Ils soulignent l'urgence d'une cessation des hostilités et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Ces événements tragiques mettent en lumière la complexité du conflit dans l'est du Congo, où les civils restent les principales victimes de la violence persistante. La communauté internationale reste vigilante et engagée dans la recherche d'une solution durable pour la paix et la sécurité dans la région. **(Actualité CD)**

**Sud-Kivu : 15 morts à la suite de fortes pluies à Fizi,** survenues dans la nuit de samedi à dimanche. Les eaux de pluie ont inondé les champs et emporté des maisons. « La population est dépourvue de presque de tout. Nous demandons donc au bureau de l'assemblée provinciale d'aller demander au gouvernement provincial de quelle manière cette population doit être assistée. Mais aussi les humanitaires qui sont dans la province de s'approprier ces cas-là. Il y a aussi la famine parce que cette pluie a englouti même les champs ». Il faut une assistance focalisée sur les vivres et les produits non-alimentaires en faveur de « cette population-là qui est presque abandonnée ».

**Nord-Kivu : reprise timide des activités à Minova.** Les activités socio-économiques se déroulent timidement ce mardi, jour de marché à Minova, qui approvisionne plusieurs agglomérations ainsi que la ville de Goma. La population locale et les déplacés, qui ont trouvé refuge dans ce milieu, tentent de retrouver un peu de répit, mais la situation n'est pas encore rassurante, indiquent des sources locales. Les combattants locaux « Wazalendo », appuyés par les Fardc et leurs alliés régionaux, continuent de faire pression pour arriver à déloger les rebelles du M23 dans les collines surplombant les cités de Sake, Minova et Bweremana, ainsi que plusieurs localités stratégiques de Masisi qui sont encore sous occupation des rebelles.

**Mercredi 8 mai.**

**Assemblée nationale : des députés « nationalistes » exigent la mise en place du bureau définitif.** Au moins 163 députés nationaux dits « nationalistes » maintiennent la pression sur le bureau d'âge de l'Assemblée nationale pour la reprise du processus de mise en place du bureau définitif. Deux d'entre eux, demandé au bureau d'âge de pouvoir se surpasser et de programmer dans les meilleurs délais l'élection et l'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale. Ce dernier permettra à la chambre basse du Parlement de pouvoir investir le prochain Gouvernement de la République, dans la perspective de décanter plusieurs dossiers du pays bloqués, selon ces élus.

**Kinshasa : au moins 1700 pensionnaires de la prison centrale de Makala libérés en un mois.** Ces données émanent d'un rapport présenté le mardi 8 mai au ministre de la Justice par la commission chargée de désengorger les centres pénitentiaires congolais. Le président de cette commission, également président à la Cour de cassation, insiste sur le caractère rigoureux et impartial du processus de sélection des détenus à libérer : « Nous ne pouvons pas libérer pour libérer. Il y a des condamnés qui doivent purger leurs peines. Nous avons effectué le travail dans les normes. Et le résultat est là. L'essentiel a été fait », déclare-t-il. Le rapport recommande au gouvernement de procéder régulièrement à de telles opérations afin de désengorger les centres pénitentiaires et plaide en faveur de la construction de nouvelles prisons répondant aux normes modernes pour résoudre de manière pérenne le problème de surpopulation carcérale. La surpopulation carcérale découle du taux élevé de criminalité à Kinshasa, principalement alimenté par les crimes et délits commis par les bandits désignés sous le nom de « Kulunas ». Ces derniers, représentent une part significative des détenus de la prison centrale de Makala.

**Alors que de fortes pluies sont annoncées, l'État crée la polémique en demandant aux populations de s'organiser.** Les autorités annoncent que près de 50 personnes sont mortes la semaine dernière dans le sud-ouest à cause des glissements de terrains. Des catastrophes liées à d'importantes précipitations qui poussent les autorités congolaises à mobiliser les populations afin d'atténuer les conséquences lors des prochaines pluies jusqu'en juin. Après une réunion avec d'autres organes étatiques dont le régulateur des médias et la présidence de la République, l'Agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite annonce des « pluies excessives » prévues en mai et juin. Elles s'abatront sur vingt villes dont la capitale Kinshasa, les villes de Goma, Inongo, Kolwezi et Boende avec une forte probabilité d'« inondations et de glissements de terrains ». Pour éviter la catastrophe, les autorités lancent un appel en demandant aux populations d'organiser « impérativement » des travaux d'assainissement des caniveaux selon les mots des autorités. Il est également demandé aux personnes qui occupent le littoral et les terrains accidentés d'évacuer ces lieux. Pour la société civile, ce message traduit l'irresponsabilité des dirigeants. « Ce communiqué montre clairement que le pouvoir en place a décidé de livrer la population à elle-même, réagit l'un des militants du mouvement citoyen la Lucha.... Pendant que des millions de dollars sont détournés, pendant que le pays croule sous des scandales de corruption, on ne peut pas pondre un tel communiqué comme pour dire que l'État n'a pas des moyens de s'engager pour protéger les populations face à de telles prévisions météorologiques qui font peur de notre point de vue. » Un communiqué critiqué aussi par certains parmi les dirigeants. « Surtout que l'État par ses agents publics est lui-même auteur du désordre dans l'occupation des espaces », a commenté une source officielle. (RFI)

**Nord-Kivu : les derniers combats à Nyanzale ont occasionné plus de 80.000 nouveaux déplacés.** Le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU (Ocha) a dressé un tableau sombre par rapport à la situation des déplacés. Dans son rapport, il indique que ce sont de derniers combats qui ont eu lieu dans la ville de Nyanzale, dans la province du Nord-Kivu qui ont occasionné cet afflux de déplacés vers le Sud-Kivu. « Entre le 1er et le 5 mai, plusieurs vagues de nouveaux déplacés en provenance du territoire de Masisi, estimée à plus de 15.000 ménages, soit plus de 80.000 personnes, auraient été accueillies dans les familles dans le Haut Plateau de Lumbishi, Numbi, Shanje, Bihovu et Chambombo ainsi que vers le groupement de Mbinga nord dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu », rapporte Ocha. Ces déplacés sont installés dans des écoles et églises puis beaucoup d'autres passeraient nuit à la belle étoile, sans abris. Notons que selon l'ONU, près de 7 millions de personnes sont déplacées en RDC dont 5,7 millions dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri.

**Kwilu : 226 cas d'accouchements précoces notifiés chez les adolescentes au premier trimestre 2024,** notamment dues aux violences sexuelles. " Raison pour laquelle, avec le management du projet Perse, nous avons été obligés de rassembler les adolescents, les jeunes et les élèves. Cela a porté plus sur les violences sexuelles. C'est ainsi que nous avons tenu à informer les enfants, comment ils peuvent se comporter devant les cas de viol", a expliqué le coordonnateur provincial du programme national de santé des adolescents et jeunes. Cette séance de sensibilisation s'est tenue en présence notamment de la Ministre provinciale du genre, famille et enfants et de la Sous-Prévenue de l'EPST Bandundu 1. (Actualité CD)

**Nord-Kivu: de nouveaux affrontements entre les FARDC et les rebelles M23 signalés autour de Sake.** Les affrontements, impliquant l'utilisation d'armes lourdes, se déroulent dans les collines de Ngumba et Lutobogo, à moins de 5 km de la ville de Sake. Les troupes du M23 ont tenté une incursion depuis Kanve en direction de la route nationale RN2, sur l'axe menant à Bukavu, dans le but de pénétrer dans la ville de Sake. Leur tentative a été repoussée, précise la même source. Les populations vivant aux alentours de cette zone sous le contrôle des FARDC et des Wazalendo, se sont repliées vers Mubambiro pour se mettre à l'abri des bombardements. La présence continue des rebelles du M23 sur les axes Sake-Mushaki-Masisi centre, Rubaya-Ngungu, Kilolirwe-Kitshanga et Sake-Bweremana-Minova accentue l'asphyxie économique de la ville de Goma.

**Justice : au moins 111 prisonniers de Kalemie transférés vers le Haut-Katanga.** Pour ces responsables pénitentiaires, l'objectif est de désengorger la prison de Kalemie, dont la capacité d'accueil est largement dépassée. Construite en 1928 pour accueillir 250 détenus, cette maison carcérale héberge actuellement plus de 800 pensionnaires. Le ministre provincial de l'Intérieur, précise que le transfèrement de ces prisonniers s'inscrit également dans le cadre de la lutte contre l'insécurité dans la ville de Kalemie. Il met en évidence le fait que certains détenus de Kalemie se retrouvent mystérieusement libérés de prison sans avoir purgé leur peine, ce qui entraîne une menace pour la sécurité publique.

**Jeudi 9 mai.**

**La réduction du déficit énergétique au cœur de la 7<sup>ème</sup> conférence sur l'énergie qui s'ouvre ce jeudi à Kolwezi.** Depuis quasiment plus de quarante ans, on accroît moins de 10 mégawatts par année. Ce qui est insignifiant pour un pays comme la RDC qui a des besoins urgents. La 7<sup>ème</sup> édition de la Conférence nationale sur

l'énergie en République Démocratique du Congo, organisée par la Fédération des entreprises du Congo et DRC NRJ, se tiendra du 9 au 11 mai à Kolwezi. Cette édition met l'accent sur plusieurs thématiques essentielles pour le secteur énergétique en RDC, notamment : Nouvelles capacités énergétiques dans le pays, Régulation du secteur énergétique, Développement énergétique en Afrique, Contrats d'achat d'énergie. En plus de ces sujets, la conférence abordera également des questions liées à la transition énergétique, aux batteries au lithium et aux contraintes environnementales. Des experts animeront les sessions et un débat ministériel clôturera les réflexions, avec des recommandations adressées aux parties prenantes telles que le Gouvernement, les investisseurs et les consommateurs. En outre, des visites sont prévues au barrage hydroélectrique de Busanga ainsi qu'à la station solaire de Lumbwe. Ces assises visent à dresser un état des lieux du secteur énergétique et à évaluer les besoins actuels et futurs des consommateurs notamment les mines, les industries ainsi que les ménages. Le secteur privé est capital pour le développement énergétique en RDC. Mais les opérateurs économiques regrettent que la loi relative à la libéralisation du secteur de l'électricité reste encore théorique.

**Assemblée nationale : l'élection et l'installation du bureau définitif fixées au 18 mai.** L'élection et l'installation des membres du bureau définitif de l'Assemblée nationale auront lieu samedi 18 mai courant. Mardi dernier, le bureau d'âge de la chambre basse du Parlement a appelé les plates formes politiques à finaliser le choix des candidats à différents postes du bureau définitif. La publication du calendrier de ces élections est effectuée un jour avant que plus de 100 députés nationaux réunis au sein de la Dynamique surveillance ont condamné et dénoncé le blocage des activités à l'Assemblée nationale entretenu par le bureau provisoire. Ces députés parlaient de violation intentionnelle du Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale, et affirmaient se réserver le droit d'entreprendre des actions légales et démocratiques contre le Bureau provisoire endéans 72 heures.

**Appel d'offres des blocs pétroliers et gazières: CNPAV alerte sur les faiblesses qui risquent de conduire la RDC plutôt à un endettement supplémentaire qu'aux recettes tant rêvées.** La coalition "Le Congo n'est pas à Vendre" (CNPAV) a exprimé ses inquiétudes au sujet de la manière dont le processus d'appel d'offres sur les blocs pétroliers et gazières est conduit par le gouvernement près de deux ans après son lancement par le Président Félix-Antoine Tshisekedi. Dans son rapport intitulé " Appel d'offres du secteur des Hydrocarbures en RDC : risque de dettes plutôt que des recettes" et dévoilé ce mercredi 8 mai 2024 à Kinshasa, cette organisation de la société civile dit craindre que ce processus en cours mène le pays à un endettement supplémentaire en lieu et place de grosses recettes visées par le gouvernement. Devant la presse, les acteurs du secteur des hydrocarbures et d'autres invités, CNPAV a rappelé que l'histoire récente du secteur des hydrocarbures en RDC a montré comment l'opacité et le non-respect de la procédure d'attribution des blocs pétroliers ont fait perdre à l'État congolais environ plus de 910 millions USD qui ne seront jamais récupérés. "Dans le cadre de Dig Oil, la RDC a été condamnée à payer 619 millions USD seulement par le fait que la RDC n'avait pas approuvé le contrat de Dig Oil et à cette phase là rien n'est encore exploité, rien n'est encore fait on est en train de payer Dig Oil pour rien par notre faute et nous sommes déjà endettés à ce niveau-là et aussi dans le cadre de bloc pétrolier 1 et 2 du Graben Albertine où le permis avait expiré autant que le permis de Total dans le bloc 3, mais pour ce bloc déjà le permis expiré, le gouvernement accepte de donner à la société Ventora de Dan Gertler la somme de 240 millions USD; ça signifie déjà que aujourd'hui pendant que les choses n'ont même pas encore commencé, nous sommes autour de dettes de plus de 900 millions USD. Tel que ce processus a commencé maintenant, sans doute que nous allons vers un endettement", a expliqué Maître Jimmy Munguriek Ufoyo, membre de la coalition "Le Congo n'est pas à vendre". Pour CNPAV, au regard de l'évolution du monde où les grandes puissances abandonnent l'usage des énergies fossiles, ce processus risque de ne plus être rentable pour la RDC. Le processus d'appel d'offres des blocs pétroliers et gazières a été lancé en pompe par Félix Tshisekedi malgré les critiques et interpellations des organisations de la société civile environnementale. Depuis près de deux ans déjà, le gouvernement a du mal à attirer des soumissionnaires. De manière répétée et chaque fois sans explication, le gouvernement à travers le ministère des hydrocarbures ne cesse de reporter les dates limites de dépôt des candidatures – le cas le plus récent étant le report, pour la troisième fois, des blocs du Graben Albertine jusqu'en mai 2024. (Actualité CD)

**Goma : des leaders religieux sensibilisés sur la recherche de la paix.** Organisée par l'Eglise anglicane au Congo, avec le soutien de la Monusco, cette formation rassemble des leaders religieux de diverses confessions afin d'élaborer un plan stratégique pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale dans la région. "Il y a des conflits partout, que ce soit dans les paroisses, les familles, entre les différentes confessions, mais aussi entre le gouvernement et le M23. Nous devons être en capacité de gérer ces conflits, notamment en favorisant la cohésion nationale. La paix demeure un défi, et nous nous engageons à la rechercher tout en soutenant le gouvernement en collaboration avec la Monusco." Ce programme permettra aux leaders religieux d'apporter leur soutien et leur accompagnement aux acteurs politiques, à la société civile et au gouvernement dans leurs efforts pour instaurer la paix et la stabilité dans la région.

**Nord-Kivu : les apiculteurs produisent 89 tonnes de miel en une année.** Cependant, malgré cette abondante récolte, le président des apiculteurs de la province, a souligné que d'importantes quantités de miel restent invendues dans diverses régions de la province, principalement en raison de l'insécurité persistante et du manque d'acheteurs. La province compte environ 2000 apiculteurs formés et dispose de 23 000 ruches.

**Irumu : plus de 800 familles ont regagné leurs milieux sur le tronçon Komanda-Luna en 10 mois.** Cette activité est menée grâce à l'appui de la Monusco pour la cohabitation pacifique et la restauration d'une paix durable dans cette partie du pays. Des ménages retournés ont repris les activités agricoles dans la zone. Les boutiques et les marchés de vivres sont également opérationnels. Une accalmie s'observe depuis la signature de l'accord de paix entre les communautés Lesse et Nande dans les chefferies de Walesse Vonkutu et Basili, affirmant des sources locales. La Commission de suivi de ce dialogue composé des ressortissants de deux communautés jadis en conflit de terre arable poursuit la campagne de sensibilisation pour consolider ces acquis de paix.

**Vendredi 10 mai.**

**RDC : le Parlement a dépensé 1,1 milliards USD en 2 ans (Rapport),** (60 % utilisés par l'Assemblée nationale et 40%, par le Sénat. Le rapport sur la gouvernance budgétaire du Parlement, intitulé « Le biface du Parlement congolais. Un contrôleur à contrôler », met en lumière le caractère budgétivore des deux chambres du Parlement. L'Assemblée nationale, sous la gouvernance de Christophe Mboso, a dépensé 90,2 millions USD contre 4.5 millions USD prévus pour l'acquisition de 26 bus : 12 bus de 30 places de marque Coaster et 14 minibus destinés au transport des directeurs des services. L'ONG dénonce également un recrutement "massif et abusif" du personnel. A titre d'exemple, l'administration de l'Assemblée nationale compte un effectif de 612 personnes ; tandis que les cabinets politiques en disposent 2756 agents pourtant limité à 87 par les textes réglementaires.

**La RDC alerte sur un génocide sournois des hutus dans l'Est par le Rwanda et M23.** Le Ministre des Affaires étrangères de la RDC, a exprimé de sérieuses préoccupations concernant les récentes déclarations du Président rwandais Paul Kagame. Lors d'une réunion avec des diplomates européens à Kinshasa le 8 mai 2024, il a averti que les propos de Kagame pourraient aggraver les tensions intercommunautaires dans l'est de la RDC, en particulier entre les Hutus et les Tutsis congolais. Selon le Ministre, le Président Kagame a affirmé que l'armée rwandaise resterait en RDC tant que les territoires et les droits des Tutsis congolais n'auraient pas été pleinement restitués et garantis. Le Ministre congolais a souligné que les zones fréquemment attaquées par l'armée rwandaise sont majoritairement peuplées d'Hutus congolais, ce qui pourrait semer les graines d'un "génocide sournois" sous couvert de protection. Il a rappelé les événements tragiques de 1994, où des camps abritant principalement des Hutus avaient été ciblés par les forces rwandaises. Il a souligné que le discours actuel pourrait renforcer l'antagonisme entre les communautés Hutu et Tutsi dans la région, potentiellement conduisant à une escalade de la violence intercommunautaire autour des disputes territoriales. (L'Interview CD)

**Afflux de déplacés à Goma : le chef du quartier Lac vert plaide pour une assistance humanitaire urgente,** de plus de 2000 ménages de déplacés qui, depuis quatre jours, affluent dans différents sites d'hébergements, situés dans son entité. Selon cette autorité locale, ces personnes vulnérables proviennent de différentes agglomérations des territoires de Masisi (Nord-Kivu) et de Kalehe (Sud-Kivu). Elles fuient les affrontements entre les forces de sécurité nationales et les rebelles du M23 qui s'intensifient depuis des mois. Il affirme qu'elles vivent dans la précarité et manquent de tout. Il craint que cette situation ne puisse engendrer d'autres problèmes sanitaires d'où son cri de détresse lancé aux humanitaires et au Gouvernement.

**Nord-Kivu: des familles de déplacés jugent insuffisant les 36 000 FC leur alloués mensuellement.** Elles ont fait cette réclamation en marge de la visite du Directeur exécutif adjoint, en charge des actions humanitaires de l'Unicef, dans les sites de Lushagala et Bulengo, dans la partie Ouest de la ville de Goma. Avant le conflit, ces déplacés étaient autrefois autonomes dans leurs villages. Ils y cultivaient et se nourrissaient de produits locaux tels que les pommes de terre, les haricots, la viande et le poisson. Vivant aujourd'hui dans des camps, le recours à l'aide humanitaire est devenu une nécessité pour assurer la survie de ces personnes déplacées. Actuellement, chaque déplacé reçoit une ration mensuelle de douze kilos de vivres, comprenant notamment de la farine de froment, une nouveauté pour beaucoup d'entre eux. Cette farine, une fois reçue, est souvent revendue à bas prix pour obtenir des fonds permettant l'achat de denrées alimentaires plus adaptées à leurs habitudes alimentaires. Cependant, malgré ces distributions, le montant alloué par ménage, soit 36 000 FC par mois, équivaut à une ration journalière de seulement 1 200 FC.

**L'Envol s'oppose à tout changement de la constitution qui viserait d'accorder un 3e mandat et une présidence à vie à un pouvoir ancré dans les antivaleurs.** « L'Envol, reprouve toute tentative du changement de la Constitution, dont le seul bénéfice serait d'accorder un 3e mandat dans le cadre à un Président de la République dans le cadre d'une présidence à vie, pérennisant un pouvoir ancré dans les antivaleurs», dit la déclaration lue

devant la presse par le porte-parole du parti. Cette formation politique condamne les récents bombardements qui ont ciblé le camp de déplacés et appelle à l'ouverture d'une enquête internationale indépendante afin de sanctionner les auteurs de ces actes constitutifs de crimes de guerre. L'Envol s'inquiète de «l'enlisement de la situation sécuritaire». Sur la question de l'ouverture d'une information judiciaire contre le cardinal Fridolin Ambongo, le parti de Sesanga apporte son soutien à ce clergé catholique et fait remarquer que cette procédure constitue une «indication de plus dans la propension du pouvoir à exclure la contradiction du champ social et politique». **(Actualité CD)**

**Samedi 11 mai.**

**La Police va traquer les auteurs de nuisance sonore à Kinshasa.** De jour comme de nuit, à Kinshasa, bistrot, officines de ventes de disques et autres Eglises font autant de bruit qu'il leur plaît. Et ce, malgré la décision du gouvernement interdisant les tapages nocturnes et diurnes. La plupart des Kinois ne savent plus vivre dans la quiétude, parce que la loi n'est pas appliquée. Des textes des lois et des décisions interdisant ces tapages diurnes et nocturnes existent en RD Congo. Toujours en matière des tapages diurnes et nocturnes, l'édit 005 du 9 octobre 2012 sanctionne avec des amendes. Pour des personnes qui sont prises en flagrance, des amendes vont jusqu'à 300 000 FC. Mais ces textes ne sont toujours pas appliqués. Quelques fois, les responsables de la Police saisissent le matériel de quelques églises et bars, que les propriétaires récupèrent quelques temps après. Malgré ces mesures, la situation persiste dans plusieurs quartiers de la ville province de Kinshasa.

**Le projet PESEA veut donner de l'eau potable à plus 3 millions personnes en 5 ans.** Financé à hauteur de 400 millions USD, la première phase du Projet d'accès au service d'eau et assainissement (PASEA) entend faciliter l'accès à l'eau potable à plus de 3 millions de personnes dans les provinces du Kwilu, Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental. Ce projet se propose également d'améliorer le service d'assainissement en faveur de plus de 2 millions autres personnes confrontées à la pauvreté et autres fléaux dans ces mêmes provinces. « Le programme que nous lançons aujourd'hui le PASEA vient donc accompagner le Gouvernement de la RDC à réaliser l'un de ses objectifs celui de donner de l'eau potable et le service d'assainissement de base à toute sa population », a indiqué le Directeur des opérations de la Banque mondiale. Avec la deuxième et troisième phase, le programme PASEA mobilisera plus d'un milliard USD et va créer d'emplois pour des jeunes congolais.

**Le prix Aurora pour l'éveil de l'humanité 2024 décerné à Denis Mukwege.** En reconnaissance de son travail courageux et de son dévouement en faveur de l'amélioration des droits de l'homme pour tous, le comité de sélection du prix Aurora a révélé sa décision après s'être concerté au cours d'une séance à huis clos de trois heures. Le lauréat reçoit un prix de 1 000 000 USD. **Des arguments avancés.** Pour les membres du jury, le Dr Mukwege et son équipe ont aidé à soigner plus de 80 000 survivants de violences sexuelles depuis la création de l'hôpital. L'hôpital soigne non seulement les survivants souffrant de blessures physiques, mais fournit également une aide juridique, une réintégration socio-économique et des services psychosociaux à ses patients. Selon eux, le Dr Mukwege a déployé des efforts courageux pour accroître la protection des femmes et plaider pour que les responsables de violences sexuelles soient traduits en justice. Le Dr Mukwege a reçu le prix Nobel de la paix en 2018. Il est aussi détenteur de prix Sakharov, Prix des droits de l'homme des Nations unies, Freedom from Want. Le nom Aurora a été choisi pour honorer la mémoire d'Aurora Mardiganian, qui fut témoin des horreurs du génocide arménien et révéla au monde l'histoire de sa survie afin de faire prendre conscience des atrocités de 1915.

**Résurgence des violences à Kisangani: 7 morts suite aux affrontements entre Mbole et Lengola à Lubunga.** Il s'agit de la résurgence des violences suite au conflit foncier qui oppose ces deux communautés depuis deux ans. A la base de ces nouvelles atrocités, un groupe de Lengola serait venu d'Ubundu pour pourchasser les Mbole de la forêt dont ils réclament la propriété. D'autres sources accusent les Lengola d'attaquer les Mbole pour venger leurs frères qui seraient abattus par les Lengola. La situation est confuse. Les quartiers les plus touchés par les violences sont notamment Ngenengene, Lokata, Kubaku et Otobio. Les assaillants à moitié nus et portant pour certains des amulettes, font usage des armes branches, à savoir la machette, les flèches et les armes à feu telle que calibre 12. Selon les sources locales, depuis les deux jours des violences, il n'y a toujours pas d'intervention de la police et de l'armée. Conséquences des affrontements : les activités socio-économiques sont paralysées à Lubunga. Les écoles ne fonctionnent pas. Les marchés et boutiques sont restés fermés. Les agriculteurs ne savent plus aller au champ ces jours de peur d'être victimes des violences. **(Actualité CD)**

**Seuls des policiers et militaires en service peuvent porter une arme à Kinshasa.** Ceux qui ne vont pas respecter cette décision seront interpellés. Depuis mars dernier, cette mesure est aussi appliquée à Goma.

**Dimanche 12 mai.**

**La société ERA Congo/Wildlife expérimente la vente de crédits carbone dans le Mai-Ndombe.** Le projet Mai-Ndombe REDD+, mis en place par la société ERA Congo/Wildlife Works Carbon, a enregistré des avancées significatives dans son processus de vente des crédits carbonés. Selon le directeur général de ce projet, un arbre débout peut-être monétisé comme la grume vendue sur le marché international. "C'est comme ça que nous avons utilisé le processus REDD+ et avec ce processus là nous produisons c'est que nous appelons le crédit carbone. Là je parle de crédit carbone forestier, la probabilité qu'une forêt aurait pu être détruite en l'absence du projet et la quantité probable de cette forêt qui aurait pu être détruite est convertie en équivalence biomasse. Et il est proposé en vente auprès des pays pollueurs", a-t-il expliqué. « Notre modèle consiste à rétrocéder 25 % de la valeur, soit un quart de toute la valeur brute vendue aux communautés locales. Nous partageons les bénéfices 50 %, 50 % avec le Gouvernement », a confirmé le directeur général du projet Mai-Ndombe REDD+, Jean Robert Bwangoy.

**Préservation des forêts : la RDC met en avant son expertise lors du Forum des Nations unies sur les forêts.** Dans son discours, la ministre d'État chargée de l'environnement, a mis en lumière le rôle vital des forêts pour la population congolaise, où une grande partie dépend directement des ressources forestières pour leur subsistance. Elle a également souligné le besoin de transférer les connaissances afin d'assurer une préservation efficace de la faune, de la flore et des réserves halieutiques. La ministre a notamment mentionné l'expertise de la RDC dans la technologie de quantification des services écosystémiques, grâce à des projets tels que la tour à flux de Yangambi, réalisée en collaboration avec l'Union européenne et le royaume de Belgique. Elle a également évoqué la réussite de la capture des fonds des crédits carbone et de la conservation des forêts, notamment dans la région de Maindombe, où les paiements pour services écosystémiques ont bénéficié à la population locale. Cependant, elle a également souligné les défis auxquels le pays est confronté, notamment la menace continue des groupes armés et des terroristes soutenus par le Rwanda, qui ont causé d'importants dommages à la biodiversité et aux ressources naturelles du pays.

**Le geste de l'Ordre national des infirmiers du Congo à l'endroit de ses membres victimes de la guerre dans l'Est du pays.** « Au moment où le monde entier se prépare à célébrer la Journée Internationale de l'Infirmière, le 12 mai, les infirmières et infirmiers de la RDC ont décidé, par le truchement de leur Conseil National, de n'organiser aucune rencontre ou activité récréative et/ou scientifique de quelque nature que ce soit ce 12 mai 2024. Par cette mesure, les infirmiers de la RDC voudront exprimer leur compassion et leur solidarité à l'égard de leurs collègues de l'Est du pays qui, continuellement sont kidnappés, torturés, blessés et même tués ainsi que leurs centres de santé et hôpitaux attaqués ou pillés sans réserve par des rebelles de tout genre », a souligné le président du conseil national de l'ONIC. (Actualité CD)

**En Ituri, au moins 15 civils enlevés par des présumés rebelles Codeco.** Deux corps sans vie ont été retrouvés le matin du 12 mai dans le groupement Kirongozi en secteur de Banyali-Kilo dans la province de l'Ituri. Des sources locales affirment que ces corps font partie du groupe de quinze personnes kidnappées par des présumés miliciens du groupe armé Codeco dans la journée du 11 mai. Les otages ont été emmenés à Digene, l'un des bastions de cette milice. Il affirme que ces civils ont été surpris pendant qu'ils étaient au champ.

**Des ONG des droits de l'Homme plaident pour la fermeture des cachots clandestins en RDC.** Une dizaine d'organisations des droits de l'Homme demandent au chef de l'Etat, de fermer tous les cachots clandestins non inspectés par le ministère public, conformément à sa promesse de campagne électorale de 2018. Cette requête est consécutive à une série de plaintes de membres de familles de victimes arrêtées et gardées dans ces cachots et qui font l'objet d'enquêtes par ces organisations.

**L'UE réitère sa condamnation contre tout soutien du Rwanda au M23 et insiste sur le retrait des troupes Rwandaises du sol congolais.** En marge de la célébration de la journée de l'Europe, l'Ambassadeur de l'Union Européenne en RDC a réitéré la position de son institution condamnant tout soutien du Rwanda aux rebelles du M23. « Comme l'Union européenne l'a fait, je condamne l'offensive du M23, la présence des groupes armés. Je condamne le soutien du Rwanda au M23. Et comme l'Union européenne l'a fait à plusieurs reprises, je demande le retrait des forces militaires du Rwanda du sol congolais », a déclaré l'ambassadeur de l'UE en RDC. Ce diplomate européen dit ne pas croire en une solution militaire quant à la guerre qui sévit dans l'Est de la RDC. Il dit croire plutôt en une solution politique qui devra amener Kigali et Kinshasa autour d'une même table. La partie orientale de la RDC reste une zone en proie à l'insécurité due à l'activisme des groupes armés depuis plusieurs décennies. Malgré les opérations militaires contre ces groupes armés et la proclamation de l'état de siège, la situation demeure particulièrement préoccupante, surtout avec la résurgence des rebelles du M23 soutenus par Kigali dans la province du Nord-Kivu. Des initiatives régionales lancées peinent à donner des résultats escomptés sur terrain. En même temps, une bonne partie des territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo est toujours entre les mains des rebelles du M23 soutenus par le régime de Paul Kagame. (Actualité CD)

**Lundi 13 mai.**

**Des élus de la majorité critiquent une partie des candidatures présentées pour le bureau de l'Assemblée nationale.** En RDC, ce 13 mai 2024 marque le dernier jour pour le dépôt des candidatures aux sept postes du bureau définitif de l'Assemblée nationale. Le scrutin aura lieu le 18 mai. On connaît déjà le candidat de la majorité à l'issue des primaires : c'est Vital Kamerhe. Mais la coalition est divisée sur les cinq autres choix dont ceux des deux vice-présidents, le rapporteur et le questeur. Une centaine de députés nationaux exige de nouvelles figures et surtout des candidatures n'ayant aucuns liens familiaux avec les dirigeants de la coalition majoritaire « l'Union sacrée ». *Le ticket présenté par le présidium de l'Union sacrée contesté.* Le ticket présenté par le présidium de l'Union sacrée, vendredi soir, a été contesté, notamment à cause de la présence de Christophe Mboso, 82 ans, candidat à la deuxième vice-présidence après trois ans passés au perchoir de l'Assemblée nationale. Il y a aussi Serge Bahati, le fils de Modeste Bahati Lukwebo, président sortant du Sénat et l'un des dirigeants de l'Union sacrée. Jean-Pierre Bemba a pour sa part désigné sa sœur, Caroline, pour briguer le poste de questeur adjoint réservé à son parti, le Mouvement de libération du Congo (MLC). « *Nous ne voterons jamais des candidatures ne tenant pas compte de ces principes républicains* ». Des candidatures teintées de « népotisme », selon la déclaration des députés se présentant comme des « républicains » attaché à ses valeurs. Ils disent aussi attendre du président Félix Tshisekedi un respect de la représentation des regroupements politiques au sein de la majorité et de sa diversité dans les provinces ou régions : « Nous ne voterons jamais des candidatures ne tenant pas compte de ces principes républicains. » Certains députés ont annoncé qu'ils vont soumettre leurs candidatures ce lundi, excepté pour le poste de président réservé Vital Kamerhe, vainqueur des primaires et pour le poste de rapporteur adjoint réservé au parti de l'opposant Moïse Katumbi. (RFI)

**Ituri : l'administrateur du territoire d'Irumu dénonce les « faux ADF » et appelle à l'unité pour restaurer la paix.** L'administrateur du territoire d'Irumu, a vivement condamné le comportement de certains résidents de sa juridiction qui se font passer pour des membres de la rébellion des ADF dans le but de régler des conflits personnels avec d'autres membres de la communauté. « Aujourd'hui nous perdons des gens à cause de conflits de cacao. C'est tout simplement de la haine ». Il fustige l'attitude de certains habitants qui s'en prennent à ceux dont les affaires prospèrent, et mettent fin à leur vie, par jalousie. Il a rappelle à la communauté locale son rôle aux côtés des forces de défense et de sécurité pour favoriser le retour d'une paix durable : « C'est notre conscience collective qui peut ramener la paix ici, si nous continuons à tendre les oreilles aux tireurs de ficelles, les gens vont continuer à mourir ».

**221 sociétés minières insolubles risquent de perdre leurs titres.** Le Cadastre minier (CAMI) a publié une liste de 221 sociétés détenant au total 597 titres miniers, dont les paiements pour l'exercice 2024 n'ont pas été enregistrés par les services financiers du CAMI. Ces sociétés disposent désormais d'un délai de 45 jours pour régulariser leur situation ou fournir des preuves de paiement, faute de quoi elles pourraient se voir retirer leurs titres miniers. La majorité des titres en défaut concerne des permis de recherche, tandis que d'autres entreprises minières doivent s'acquitter des autorisations d'exploitation de carrières permanentes. Conformément aux dispositions du code minier, le paiement des droits superficiaires, est une obligation pour maintenir la validité d'un titre minier ou d'une carrière. Au terme du délai de 45 jours, les titulaires en défaut de paiement risquent la révocation de leur permis de recherche, d'exploitation des rejets, d'exploitation de petites mines et d'autres autorisations.

**A Kolwezi, une conférence sur l'électricité met l'accent sur la diversification des sources d'énergie en RDC.** La septième édition de la Conférence sur l'électricité s'est clôturée 11 mai à Kolwezi, dans la province de Lualaba. L'un des moments forts de cette conférence a été l'intervention du professeur Jean-Marie Kanda, Directeur du Centre africain d'excellence pour les batteries, qui a souligné l'urgence de diversifier les sources d'énergie pour remédier au déficit énergétique en RDC. "Le centre africain d'excellence pour les batteries a encouragé et continue à mener des démarches pour solliciter en fait ce que l'on peut appeler un mix énergétique. Au-delà de la production de l'énergie électrique par l'hydro électricité il est encouragé le développement des parcs photo voltaïques et ces parcs peuvent être soutenus aussi par l'acquisition et le développement des batteries stationnaires afin de garantir une accumulation de l'énergie mais il y a lieu de favoriser aussi le développement des énergies renouvelables en RDC". La diversification des sources d'énergie pourrait contribuer à réduire la dépendance excessive à l'hydroélectricité et à atténuer les pénuries énergétiques qui ont un impact significatif sur le développement économique et social du pays.

**RDC : Félix Tshisekedi, malgré sa large victoire électorale, est en panne d'institutions.** « C'est le fruit du péché originel », lance un ancien député congolais qui a préféré quitter le monde politique à la veille des élections du 20 décembre dernier. "Tout le monde sait que ce qui s'est passé entre le 20 et le 27 décembre. Pourtant, tout le monde ferme les yeux. En 2018, à la fin de l'ère Kabila, le patron de la Ceni de l'époque, Corneille Nangaa, et son bras droit Norbert Bashengezi ont été placés sous sanctions par Washington pour avoir faussé le jeu politique. Aujourd'hui, l'actuel patron de la Ceni, qui a pourri les élections, n'est pas inquiet". *Majorité écrasante.* Le

constat est amer mais rejoint les témoignages recueillis ce 13 mai en RDC, même au sein de la famille présidentielle qui dispose à l'Assemblée nationale d'une majorité absolue de près de 475 sièges sur 500. Et pourtant, près de quatre mois après le scrutin et trois mois après la prestation de serment de Félix Tshisekedi, le pouvoir est "en latence", selon l'expression d'un diplomate africain qui connaît bien la RDC et ses équilibres complexes. Vu les tensions en son sein, la pléthorique majorité présidentielle a dû passer par une primaire pour désigner son candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. Le nom de Vital Kamerhe est sorti en tête de ce scrutin devant celui des présidents sortants du Sénat, Modeste Bahati, et de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso. Le week-end prochain, le bureau de la chambre basse devrait enfin être installé et Kamerhe devrait reprendre le perchoir qu'il a occupé entre 2006 et 2009, quand un certain Modeste Bahati était son questeur. **Guerre des ego...** Mais malgré cette primaire, voulue par le chef de l'État, la candidature de Vital Kamerhe ne fait pas l'unanimité. "Son surnom de Kamerhéon le poursuit", explique un député de la majorité. "C'est une bête politique dont il faut se méfier. Même dans la famille biologique du président de la République, il ne fait pas l'unanimité". Maman Marthe, la mère du président, la veuve d'Étienne Tshisekedi, ne cache pas sa sympathie pour Christophe Mboso qui a su se montrer très servile jusqu'en 2023. Ce qui lui permet d'envisager un poste de second vice-président de l'Assemblée nationale malgré ses 81 ans et le peu de poids de son parti politique. **Et course à la compensation.** Le présidium de la majorité présidentielle semble avoir décidé que le Bureau de l'Assemblée nationale sera le siège des compensations politiques. Le fils de Modeste Bahati est présenté comme futur questeur avec, comme adjoint, Caroline Bemba, la sœur du ministre de la Défense Jean-Pierre Bemba. De quoi tenter d'apaiser les poids lourds qui jugent qu'ils n'ont pas été assez récompensés de leur loyauté à Félix Tshisekedi lors de son premier mandat, quitte à ébranler le sacro-saint équilibre régional qui prévaut dans ce gigantesque pays secoué par une guerre de trente ans sur sa frontière orientale. Pour tenter de satisfaire le riche et puissant Katanga, la présidence du Sénat devrait aller au Premier ministre sortant Sama Lokonde, le poste de Première ministre revenant à Judith Tuluka issue de la province du Kongo central. Un casting loin de faire l'unanimité au sein de la majorité. Deux cents élus frondeurs ont marqué leur opposition à ce Bureau, dénonçant "le tribalisme, le népotisme et le favoritisme". En torpillant le jeu démocratique lors des législatives pour s'offrir une majorité aussi large qu'improbable pour envisager une révision de la Constitution qui pourrait lui permettre de rester au pouvoir au-delà de son second mandat, Félix Tshisekedi, "président itinérant", selon l'expression du président Sassou Nguesso, a bâti une équipe ingérable qu'il ne peut brider qu'à coups de billets verts. Mais la guerre à l'est et le train de vie de la présidence vident les caisses de l'État. Le surpoids de la majorité menace donc la santé du pays. **(La Libre Afrique)**

**Ituri : 2144 personnes tuées depuis l'instauration de l'état de siège (Société civile),** en mai 2021. Le président de la société civile, a entre autres, cité des cas d'enlèvement puis d'assassinat de 15 civils par la milice Codeco, le week-end dernier, autour du village Kilo. Il a également évoqué le cas de meurtre d'une dizaine d'autres personnes enterrées vivants en février dernier non loin du village Tali. Il regrette que malgré la mesure de l'état de siège, la violence a atteint son niveau le plus élevé en Ituri. Il a ainsi recommandé au Chef de l'Etat d'appliquer les décisions de la table ronde de Kinshasa, en mettant fin à l'Etat de siège et en restaurant l'ordre institutionnel.

**Le Gouvernement veut améliorer la qualité des soins des personnes vulnérables.** C'était au cours à l'atelier de lancement des activités d'identification des groupes vulnérables bénéficiaires de la couverture santé universelle. La Directrice générale du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), a précisé que l'identification des personnes vulnérables se fera en 3 étapes. Le FNPSS, va recourir au critérium paramétré dans le dispositif numérique utilisé par le FNPSS à travers l'Unité de coordination du Projet d'Appui au Bien-Etre Alternatif des Enfants et Jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement de Cobalt « PABEA COBALT ». La directrice générale du FNPSS a par ailleurs encouragé les services et institutions relevant des ministères de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale, de la Santé Publique, hygiène et Prévention, du Plan d'apporter aussi leur collaboration à ce processus.

**Mardi 14 mai.**

**Ituri : stabilisation de la situation sécuritaire sur les axes Bunia-Mongwalu et Bunia-Mahagi depuis 5 mois.** Aucune attaque des miliciens ou enlèvement n'est enregistré depuis le début de cette année sur ces tronçons. Des usagers de ces routes attribuent cette amélioration à la présence des Fardc qui ont renforcé leurs positions tout au long de ces axes.

**Kwilu : 2 agents de la Ceni condamnés à 6 mois de prison.** Le chef d'antenne et le logisticien de la Ceni dans le Kwilu ont été jugés coupables d'avoir délocalisé un centre de vote lors des élections du 20 décembre dernier, en violation de la loi électorale. Me Olivier Mbangala, avocat des prévenus, a exprimé son accord avec le verdict du tribunal, déclarant : "Nous avons soutenu que le juge ou le tribunal avait correctement interprété la loi. Car c'était là l'essence même de notre plaidoyer. Les accuser de faciliter la fraude électorale pour abus de confiance n'était pas



crédible. Mais comme il est apparu au cours de l'enquête qu'un centre de vote avait fonctionné en dehors de son lieu désigné, leur condamnation est justifiée. Nous considérons que le tribunal a rendu une décision juste."

**Reprise des combats entre les FARDC et la coalition RDF-M23 au Nord-Kivu : exode massif et exploitation minière sous contrôle rebelle.** Selon le président de la société civile de Masisi, les combats se sont rapprochés de Masisi-centre, provoquant une fuite massive des habitants vers le territoire voisin de Walikale. "Masisi-centre est en débandade. Dès la mi-journée, des tirs d'armes lourdes et légères se faisaient entendre à 13 km de Masisi-centre, notamment à Katala et Biteete. Une psychose règne dans la cité, poussant de nombreux habitants à fuir pour éviter d'être pris en étau," a-t-il déclaré. **Appel à la défense et renforts urgents.** Il a exhorté les FARDC et les Wazalendo à intensifier leurs actions pour empêcher que Masisi-centre ne tombe aux mains des rebelles. "Nous demandons aux forces de sécurité de barrer la route à l'ennemi, surtout pour protéger Masisi-centre où sont conservés de nombreux documents administratifs. Nous appelons également le gouvernement à envoyer des renforts rapidement," a-t-il ajouté. **Conséquences des affrontements récents.** Le week-end dernier, des affrontements ont également été signalés sur l'axe Bweremana et sur plusieurs collines surplombant la cité de Sake. Des obus largués ce lundi par le M23/RDF sur la cité de Minova, dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu), ont causé des dégâts considérables, selon des sources locales de la société civile. Un bilan provisoire fait état d'au moins deux morts, une mère et un enfant, ainsi que de nombreuses infrastructures détruites. **Exploitation minière sous contrôle rebelle.** Parallèlement aux combats, les rebelles du M23/RDF ont commencé à exploiter les ressources naturelles dans les sites miniers de Rubaya, également dans le territoire de Masisi. Voltaire Batundi a rapporté que les rebelles ont distribué des outils aux habitants pour encourager l'extraction de minerais. "Le prix d'un kilogramme de coltan a grimpé de 30\$ à 70\$, et les travailleurs, auparavant payés 10 000 FC par jour, reçoivent maintenant 30 000 FC. Cette exploitation est encouragée par le M23 pour accroître leurs profits," a-t-il précisé. **Recrutement forcé et militarisation.** Depuis la prise de Rubaya par le M23/RDF fin avril, des vidéos montrant des jeunes se faisant enrôler de force par les rebelles ont circulé sur les réseaux sociaux. "Les jeunes montent dans des camions pour suivre une formation militaire imposée par le M23. Ce recrutement est une manière d'échapper aux exécutions sommaires, car plus de 120 jeunes ont été tués lors de la prise de Rubaya," a confié une source locale. Les combats entre les rebelles du M23/RDF et les FARDC, appuyés par les Wazalendo, continuent de faire rage, menaçant la stabilité de la région et exacerbant une crise humanitaire déjà grave. (Actualité CD)

**Ituri : les ADF tuent 11 personnes à Ndimu,** et incendié plusieurs maisons durant la nuit du 13 au 14 mai. Les assaillants ont ouvert le feu sur les habitants et incendié des maisons. Un activiste des droits de l'homme, déplore la « léthargie des forces conjointes pour déjouer cette attaque » qui s'est produite à moins de 5 km de leur base.

**Au moins 63 000 candidats prennent part à la 4<sup>ème</sup> édition en RDC de l'ENFEP,** l'Examen national de fin d'études professionnelles. Parmi les candidats de cette édition, 48 000 viennent des centres de formation alors que 15 000 autres sont des finalistes des instituts de formation professionnelle au pays. Près de 400 centres d'examen reçoivent ces candidats qui passent leurs épreuves de hors session à savoir : la rédaction et des épreuves en situation d'intégration. Les épreuves de la session ordinaire sont prévues au mois de juillet prochain.

**Sénat : le bureau provisoire installé.** Ce mardi 14 mai, il s'est tenu à la chambre haute du parlement, une séance d'ouverture de la session extraordinaire de la 4<sup>ème</sup> législature de la 3<sup>ème</sup> République. Au cours de cette séance plénière, le bureau provisoire a été installé en attendant l'installation du nouveau. Il est dirigé par le doyen d'âge des sénateurs Pascal Kinduelo (85 ans), et de deux benjamins Ivan Kazadi (31 ans) et Moïse Ekumba (30 ans). Les sénateurs qui ont pris part, ont provisoirement été proclamés élus par la Ceni.

**Mercredi 15 mai.**

**Masisi : des élus accusent le M23 de recrutement forcé des jeunes dans leur territoire.** « Des images circulent dans des réseaux sociaux sur le recrutement des jeunes au niveau de Masisi. Il s'agit d'un recrutement forcé et ce recrutement des jeunes y compris des mineurs, est constitutif d'un crime de guerre, d'un crime contre l'humanité réprimé par le droit national et international », a indiqué le porte-parole des élus de Masisi. Pour ces élus, le président rwandais Paul Kagame vise déposséder la population de Masisi de ses terres et son extermination en vue d'y implanter les populations venues du Rwanda avec la complicité de certains pays de la communauté internationale.

**Exploitation illicite des minerais de Rubaya : le ministère des Mines dénonce l'instauration de nouvelles taxes par le M23.** Sur le site minier de Rubaya, actuellement sous occupation du M23 soutenu par le Rwanda, les négociants et les creuseurs artisanaux se voient contraints de verser une taxe unique de 3000 USD par tonne pour le coltan et 2000 USD par tonne pour la cassitérite, indique le communiqué du ministère des Mines. Le paiement de ces taxes s'effectue à Kigali, la capitale rwandaise, après la vente des minerais, précise le document. Le ministère

des Mines souligne que le M23 a réuni tous les négociants et creuseurs artisanaux dépendant du site minier de Rubaya pour fixer de nouvelles modalités de travail et obtenir l'autorisation de poursuivre leurs activités. C'est lors de cette réunion que la nouvelle tarification leur a été imposée. Le ministère des Mines affirme que la rébellion acquiert les minerais produits sur ce site, les stocke dans son dépôt de Mushake, avant de les exporter vers le Rwanda. Cette pratique constitue une violation flagrante des dispositions internationales et régionales en la matière. Rubaya, situé à une quarantaine de kilomètres de Goma, est l'une des principales mines congolaises de coltan.

**Goma : la société civile s'oppose aux exonérations fiscales accordées à Bahati Lukwebo**, député, ex président du Sénat et opérateur économique. Dans une lettre adressée au gouverneur de la province, datée du lundi 13 mai, la société civile exprime son indignation face à l'octroi d'avantages fiscaux à des personnalités politiquement et économiquement puissantes du pays. Cet arrêté, signé le 7 mai dernier par le gouverneur exonère Modeste Bahati de l'impôt foncier et de l'impôt sur les revenus locatifs de son patrimoine immobilier à Goma, pour une durée de deux ans renouvelable. Ce patrimoine comprend 13 concessions foncières.

**Le parc national d'Upemba célèbre ses 85 ans sous le signe de résilience en conservation.** Créé en 1939, le parc d'Upemba est le seul parc national de la RDC avec des populations de zèbres sauvages. Au cours des 85 dernières années, ce site a connu plusieurs changements liés aux événements historiques de la RDC. Les différentes périodes d'incertitudes politiques, économiques et sécuritaires ont entraîné des répercussions sur le bien-être et la gestion de ce parc. C'est ainsi qu'Upemba est devenu un parc oublié, foyer de diverses milices ayant contribué à décimer ses populations sauvages de leur habitat, précise l'équipe du parc. Mais une lueur d'espoir existe grâce aux efforts de conservation menés notamment par Forgotten Parks Foundation, organisation internationale et l'ICCN, cogestionnaires du parc. Ainsi, ce sanctuaire de riche biodiversité du Katanga avance vers son rétablissement.

**Bansakusu : l'ABC implique les communautés locales dans la conservation de la RCEB**, Reserve communautaire ekolo ya bonobo. « L'ASBL Les Amis des Bonobos du Congo (ABC) ne se laissera pas intimider et continuera ses efforts pour que les communautés locales autour de la RCEB soient les véritables acteurs de la conservation et les principaux bénéficiaires des avantages nés d'une conservation effective ». Elle a également promis de poursuivre sa mission de protéger la biodiversité avec et pour les populations locales qui doivent être les premières bénéficiaires de la forêt.

**Les victimes des bombardements du camp de déplacés de Mugunga enterrées au nouveau cimetière de Kibati**, après les derniers hommages leur rendus par le gouvernement et la population de cette partie du pays à l'esplanade du stade de l'Unité. Ce nouveau cimetière, selon les autorités congolaises, est dédié à toutes les victimes de la guerre du M23 soutenu par le régime de Paul Kagame. Dans son mot lors de la cérémonie d'hommage, le ministre de la solidarité nationale et des actions humanitaires, a tenu à réaffirmer la volonté et la détermination des autorités à ne ménager aucun effort pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC. Des bombes en provenance de la ligne de front entre les rebelles du M23 et les Fardc ont ciblé, le vendredi 3 mai dernier, un camp des déplacés au quartier Mugunga à Goma faisant près 36 morts et 37 blessés parmi les déplacés de guerre en provenance du territoire de Masisi.

